

# Génocide au Rwanda : Le Pen regrette une repentance permanente, Mélenchon salue les propos de Macron

RT, 28 mai 2021

**Après le discours, salué par Jean-Luc Mélenchon, d'Emmanuel Macron au Rwanda qui a reconnu des « responsabilités » de la France mais pas sa « complicité » dans le génocide des Tutsi, Marine Le Pen a dénoncé une repentance mal venue.**

Dans un communiqué publié le 27 mai sur le site internet du Rassemblement national (RN), Marine Le Pen est revenu sur le discours d'Emmanuel Macron au Rwanda. L'ancienne candidate à la présidentielle a estimé que « *la France [avait] tenté, trop tardivement sans doute, d'aider les survivants, de protéger les victimes* » en récusant toute « *complicité dans ce génocide* ».

La présidente du RN a affirmé que ce n'était pas « *aux Français de 2021 ou aux responsables politiques d'aujourd'hui* » de demander pardon,

considérant que « *penser le contraire, c'[était] rejoindre le camp des totalitarismes, celui où les enfants, petits-enfants, familles des présumés coupables sont jugés et condamnés pour des fautes qu'ils n'ont pas commises* », a-t-elle déclaré, arguant que la France était « *respectée quand elle se grandit [...]* Pas quand elle se flagelle pour des fautes qui ne sont pas les siennes ».

## **Mélenchon dit partager « la formulation du président français »**

Le président des Patriotes Florian Philippot s'est également exprimé sur Twitter ce 27 mai : « *Macron aura passé son mandat à rabaisser la France par la repentance. Il sait qu'il fait ainsi plaisir à ses maîtres!* », s'est-il exclamé.

Le chef de La France insoumise (LFI) Jean-Luc Mélenchon a lui rédigé un billet sur sa page Facebook où il dit partager « *la formulation du président français* » quand celui-ci affirme qu'« *en ignorant les alertes des plus lucides observateurs la France endossait alors une responsabilité accablante* » dans le génocide Tutsi.

Jean-Luc Mélenchon estime qu'il est nécessaire que « *les responsables notoires du génocide des Tutsi qui vivent encore en France soient jugés pour leurs crimes* » et demande une « *prolongation de l'enquête sur les criminels qui ont abattu l'avion* » transportant les anciens présidents du Rwanda et du Burundi, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira.

De son côté, la candidate à la primaire écologiste pour la présidentielle de 2022 Sandrine Rousseau a tweeté : « *Si restaurer les relations en la France et le Rwanda est un enjeu pour Emmanuel Macron, les excuses s'imposent, tout comme la reconnaissance du passé colonial délétère dont nous sommes responsables.* »

L'ancien Premier ministre Manuel Valls a salué sur Twitter des « *mots forts et courageux* ».

Sentiment partagé par le député LREM (La République en Marche) Gilles Le Gendre qui a salué un « *discours grave et digne* » assumant le rôle coupable de l'État Français et qui invite à « *regarder l'Histoire en face* » pour écrire une nouvelle page entre

les deux nations.

Hubert Védrine, qui était le secrétaire général de l'Élysée à l'époque du génocide rwandais, a salué le fait qu'Emmanuel Macron récuse à Kigali toute « *complicité* » de la France, et a admis une responsabilité « *collective* » dans le drame. Un génocide ethnique ayant fait 800 000 victimes Le président français s'est rendu au Rwanda où il a tenu un discours depuis le Mémorial du génocide de Kigali le 27 mai.

Ayant promis « *une page nouvelle de notre relation avec le Rwanda et l'Afrique* », Emmanuel Macron a expliqué venir « *reconnaître* » les « *responsabilités* » de la France mais il n'a pas présenté d'excuses et a récusé toute complicité volontaire.

De son côté, le président rwandais Paul Kagame a salué les propos de son homologue français lors d'une conférence de presse commune : « *Ses paroles avaient plus de valeur que des excuses. Elles étaient la vérité* », a-t-il réagi, évoquant le « *courage immense* » de son « *ami* » Emmanuel Macron.

Le génocide des Tutsi, résultat du conflit ethnique qui a opposé les Tutsi et Hutu, a fait plus de 800 000 victimes en 1994 et a conduit à une rupture des relations diplomatiques entre Paris et Kigali entre 2006 et 2009.

La France est régulièrement accusée d'inaction face aux exactions qui se sont déroulées dans le pays.

En mars, un rapport d'historiens dirigé par Vincent Duclert a conclu que le pays portait des « *responsabilités lourdes et accablantes* » en soulignant l'« *aveuglement* » du président socialiste de l'époque, François Mitterrand.